

le libertaire

HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

Pour la France :
Un an. 8 fr.
Six mois. 4 fr.

Pour l'Etranger :
Un an. 10 fr.
Six mois. 5 fr.

Rédaction & Administration : 69, b^d de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

FÉROCE RÉPRESSION

Dernièrement, c'était notre camarade Beckers, ancien secrétaire de la « Voiture Aviation », qui, comparant devant le conseil de guerre de Clermont-Ferrand, pour délit de parole, se voyait durement condamné.

La semaine passée, c'était Lalou, le dernier des arrêtés à la suite des incidents sanglants du Premier Mai, qui passait devant un conseil de guerre de Paris. Et, malgré l'innocence des charges qui pesaient sur lui, malgré les témoignages tendancieux et plus que sujets à caution des témoins à charge, les policiers en l'occurrence, les juges militaires, devant lesquels pourtant les responsabilités du sang versé en cette tragique journée furent établies et mises à la charge du gouvernement, malgré ces dépositions irréfutables, sours à la voix de la raison, comme cela leur arrive trop souvent, pour ne pas dire toujours, condamner notre camarade Lalou à cinq ans de réclusion.

Pour un coupable ce serait déjà pas mal payé, une telle peine, cinq ans de réclusion, qu'on y songe ! Mais, pour un innocent, c'est inadmissible, c'est monstrueux. Et dire que, jusqu'à présent, chacun s'est borné à relater le fait, sans plus protester.

Mais qu'attendent donc les organisations ouvrières pour s'élever énergiquement contre cette inique condamnation ? Qu'attendent l'« Union des Syndicats de la Seine », qui, lâchement, a « laissé tomber » la plupart des manifestants arrêtés, pour réclamer pour Lalou l'élargissement, puisqu'il est innocent, ou tout au moins sa mise au régime politique qui s'impose en la circonstance, comme

pour tant d'autres qui sont toujours au droit commun ?

Il ne sera pas dit que nous aurons laissé passer pareille canaillerie des juges, pareille lâcheté des organisations ouvrières parisiennes en général, de l'« Union des Syndicats » en particulier — qui, elle, a pris charge d'organiser la manifestation du Premier Mai et est comptable par conséquent envers ceux qui en furent victimes — sans protester énergiquement.

Lalou n'est point Monsieur Caillaux, nous le savons, et c'est pourquoi on proteste moins contre la condamnation du premier que contre l'incarcération du deuxième. Mais pour nous c'est une raison de plus, parce que Lalou est un humble, un obscur pour que nous prenions son parti avec plus de décision. Et nous voulons croire qu'il se trouvera des camarades dans les organisations, dans les syndicats parisiens pour poser la question devant leur conseil syndical et jusque devant l'« Union » pour les obliger tous à prendre leurs responsabilités.

Le fait est assez monstrueux, assez odieux pour qu'il nous préoccupe tous et du cas Lalou il ne tient qu'à nous pour en faire un terrain d'agitation qui nous aidera à sortir tous nos camarades emprisonnés, toutes les victimes des conseils de guerre et des autres tribunaux, qui nous aidera à réclamer pour tous, y compris Cottin, l'Amnistie Totale, l'Amnistie Intégrale.

On a laissé crever Jacob Law au bagne, ne laissons pas crever Lalou et les autres en prison !

CONTENT.

ELECTEUR

Il n'a pas absolument tort « l'électeur de Béthune », et ils sont très nombreux ceux qui comme lui ont opéré du sens réflexe.

Un électeur est une partie du Peuple souverain. Or, le propre de la souveraineté est de ne pas penser, de ne pas agir, mais d'avoir pour ce faire des quantités de domestiques de toutes catégories.

Les électeurs ont comme principaux domestiques les députés, ils les paient un bon prix pour qu'ils fassent leurs affaires. Et vous voudriez qu'ils les fassent eux-mêmes !

Cela ne s'est jamais vu dans l'histoire des souverains.

« Ah ! si j'avais su ! » disait Nicolas Romanoff après sa chute.

« Je n'ai pas voulu cela », disait le Kaiser devant les monceaux de cadavres et les ruines immenses !

Ils pouvaient dire vrai, ils n'avaient pas la peine de penser ni d'agir, leurs larbins chamarrés s'en chargeaient pour eux. Eux, régnaient.

Les Electeurs régnaient, et comme s'ils étaient de vulgaires rois et empereurs, leurs domestiques font danser l'anse du panier, leur montent le coup, les « mènent en bateau ».

Souverain : l'électeur n'a pas à agir, ni à penser.

Qu'avez-vous fait, avant la guerre, pour empêcher d'éclater ? ai-je demandé à beaucoup de personnes. Et du même ton ahuri que m'aurait répondu un quelconque Nicolas : moi, ça ne me regarde pas, j'ai mes ministres, mes chambellans, etc. — les dites personnes me répondaient : que voulez-vous que nous y fassions, cela ne nous regardait pas, nous avons des députés, des sénateurs.

Les monarchies absolues sont abolies, il nous faut abolir les rois fainéants des démocraties : les électeurs.

Notre haine du parlementarisme, très justifiée, nous a fait abandonner souvent la proie pour l'ombre. Nous nous sommes agrippés au charlatan, au camelot de la politique, méconnaissant ainsi que, comme son pendant le mercanti économique, il n'est qu'un produit de l'ignorance, de l'ignorance qu'ont les individus de leurs propres forces et de la façon de les employer.

Pour abattre l'électeur, c'est-à-dire l'inertie, il faut créer l'homme, l'individu, c'est-à-dire l'initiative.

J'ai dit que l'électeur de Béthune

n'avait pas tout à fait tort parce que du moment qu'il paie quelqu'un pour agir et penser à sa place, il n'a pas à le faire lui-même. En somme, ce n'est pas l'électeur qui a tort, c'est l'homme qui n'a pas raison de devenir électeur.

« Mais si on ne vote pas, me disaient ces jours derniers un ouvrier en voie d'affranchissement, ce seront surtout les réactionnaires qui seront au parlement, et alors ?... »

Alors, lui dis-je, réactionnaires, est-ce Scheidemann, Gompers, Albert Thomas ? Est-ce Pugliesi-Conti, Orlando, Clemenceau... ?

Est-ce les socialistes qui ont diffamé, insulté les bolcheviks russes. Est-ce Renaudel qui a diffamé le militant de la Loire... ?

La loi Dufaure, qui donne satisfaction aux mineurs, fut votée à mains levées par tous les députés, réacs et sociaux confondus. Pourquoi ? Parce que les mineurs sont une force, grâce à leurs organisations, et cette force a agi.

Ils ne se sont pas adressés aux parlementaires, ces intermédiaires dont ils n'avaient pas besoin, mais directement à leurs compagnies, ils n'ont pas imploré, mais exigé. Et comme toujours en pareil cas, les députés et sénateurs, tous médusés par l'ampleur du mouvement et ses conséquences possibles, ont donné raison, officiellement, aux hommes de la mine.

Que les individus s'inspirent de cet exemple qu'ils s'éduquent et s'ils vont encore dans les réunions électorales qu'ils ne s'en fassent pas sur les boniments des tartarins de la politique électorale. Qu'ils les écoutent comme ils écoutent, dans les foires, les postiches de camelots, avec le sourire.

Que les individus tuent en eux l'électeur, c'est-à-dire le croyant, le suiveur, le gobeur, l'ennuqué. Qu'ils deviennent des êtres pensant, jugeant, analysant par eux-mêmes ; alors ils seront leurs propres sauveurs. Et ils riront de leurs croyances en les lieux parlementaires, comme ils rient des ancêtres qui attendaient le Messie.

Conquête du Pouvoir. Oui, mais du pouvoir que chacun peut et doit posséder en soi. Le pouvoir, la puissance d'agir sont la négation de ce que l'on est convenu d'appeler la conquête des pouvoirs publics. « Ce n'est pas vous qui allez conquérir le Pouvoir, c'est vous qui allez être conquis par lui. » Ainsi parlait Kropotkine s'adressant à de futurs députés, il y a déjà longtemps.

Et il disait vrai. V. LOQUIER.

Les Beautés de la Dictature... CLEMENCAU

POUR NOTRE FETE INTERDITE

La paix étant signée, vous pensez peut-être que les libertés qu'on nous avait supprimées pendant la guerre, sous prétexte de défense nationale, et pour lesquelles nos poilus vaillamment avaient combattu (pas vrai les gars ?) allaient revenir plus larges, plus libérales, si possible, qu'auparavant.

Ne sommes-nous pas victorieux et comme tels n'avons-nous pas plus rien à craindre des despotes voisins qui en voulaient à notre liberté, à notre indépendance ?

Et vous avez cru naïfs, que le pays qui a vu 89 — les Déclarations des Droits de l'Homme et du Citoyen — qui vit encore différentes révolutions, allait supprimer l'état de siège, la censure qui depuis si longtemps nous muselaient...

Vous l'avez cru, mais il n'en est rien. Et la liberté sous nos cieux en notre douce patrie est toujours un vain mot. Libertés de parole, de réunion, de la presse, qui dans tous les autres pays sont restées, chez nous... à la gare ! Le dictateur règne, silence dans les rangs.

Et il faut croire que tout est bien ainsi, puisque personne ne proteste. Il est vrai que ceux qui souffrent et sont victimes de cet état de choses ne sont qu'une minime minorité, les autres, les autres, les autres, les chiens couchants, s'accrochent très bien de ce régime qui les dispense de penser et de faire l'effort cérébral nécessaire pour apporter aux lecteurs, aux auditeurs, quelque chose de nouveau, quelque chose qui sorte du commun, des banalités officielles ou officieuses, quelque chose enfin qui soit contraire à l'orthodoxie des maîtres, du pouvoir.

L'on continue donc à brimer, à censurer, et il n'y a pas de raison pour que cela finisse de sitôt... Les anarchistes, plus que tous les autres, étant en butte à ces persécutions insupportables.

De l'« Action Française » au « Populaire », des royalistes aux socialistes parlementaires on laisse toute liberté pour organiser les réunions, faire la propagande. Mais les libertés s'arrêtent là, les autres catégories de citoyens français ne disposant plus des mêmes droits. Deux poids, deux mesures. Et si les anarchistes, si le parti communiste, si le comité de la 3^e Internationale veulent prétendre jouir des mêmes droits, des mêmes libertés, halte-là... ceux-ci étant considérés et mis de fait hors la loi.

La semaine dernière une réunion du comité de la 3^e Internationale était interdite, cette semaine notre fête, la fête du « Libertaire », au bénéfice de ses quatre pages, qui devait avoir lieu à la Bellevilloise, vient, pour la deuxième fois d'être interdite. Par ordre de Monsieur le gouverneur militaire de Paris.

Les fêtes même ne trouvent pas grâce devant « les culottes de peau » promises à la direction de nos destinées et à l'application du régime si tristement célèbre de l'état de siège. Elle était belle la république... sous l'Empire.

Nous n'irons donc pas, samedi soir, entendre les camarades, les artistes qui avaient promis leur concours pour la réussite de notre fête. Et au lieu de nous retrouver réunis en famille, joyeux, l'âme en joie, nous resterons, chacun chez soi, maudissant ceux qui, sans aucun motif, nous privent ainsi d'une bonne partie de plaisir. Et chacun aura tout le temps de penser, de s'ingénier à trouver le moyen, pour plus tard, car notre revanche viendra, de rendre la pareille à ceux qui nous briment présentement.

Mais pour aujourd'hui, il est un moyen bien simple et certainement à la portée de tous pour déjouer la manœuvre grossière de nos maîtres qui, à vrai dire, n'ont pas le seul but, nous frapper à la caisse, en nous privant des sérieux bénéfices, qu'à deux reprises, auraient laissés dans notre caisse, les fêtes interdites.

Aux camarades de pallier à ces sérieux inconvénients.

Nous avons à Paris 5.000 lecteurs environ. Certainement un tiers aurait assisté à notre fête prenant des cartes à 4 fr. 25. Qu'il s'en trouve seulement autant qui, en guise de protestation, nous versent chacun 1 ou 2 francs, selon leurs possibilités, et nous récupérerons ainsi le bénéfice que nous aurions réalisé, et LE LIBERTAIRE à quatre pages ne subira nullement les conséquences qu'on espérait désastreuses, d'une interdiction imbécile.

POUR PROTESTER CONTRE L'INTERDICTION DE NOTRE FETE

POUR PERMETTRE AU LIBERTAIRE A 4 PAGES DE CONTINUER SA BONNE BESOGNE :

FAITES-VOUS UN DEVOIR. CAMARADES, DE NOUS ENVOYER VOTRE OBOLE.

Les amis et lecteurs du LIBERTAIRE et de la MELEE organisent une

Grande Balade Champêtre

Dimanche 13 et Lundi 14 juillet
Concert — Jeux — Divertissements

à la Fontaine Sainte-Marie

Moyens de communication : chemin de fer (gare des Invalides), descendre à Meudon Val Fleury. — Rendez-vous à 8 heures 1/2, salle des Pas-Perdus, gare des Invalides (trains toutes les 1/2 heures).

A l'heure où partout, dans la capitale, résonneront les braillements d'ivrognes fêtant leur Victoire, les libertaires iront, loin de la foule stupide, se réchauffer sous les yeux de la Nature

L'AVENIR DE LA REVOLUTION RUSSE

Au mois d'octobre 1917, le parti social-démocrate bolchevik ayant pour chefs Lénine et Trotsky renversait par coup de force insurrectionnel le parti constitutionnaliste, prenait le pouvoir et se mettait en mesure d'appliquer dictatorialement le programme communiste d'Etat.

Cette Révolution mémorable, les bolcheviks ne l'avaient cependant pas accomplie tout seuls. Ils avaient reçu l'aide la plus efficace des éléments socialistes d'extrême-gauche (maximalistes) et des anarchistes.

On est même autorisé à dire que c'est grâce à ce concours, que c'est grâce au programme économique libertaire que la Révolution put s'opérer.

Sans vergogne aucune le marxiste or-

avaient fait le coup de feu contre la garde tsariste, mais qui ne voulaient pas se dire communistes à la mode bolcheviste, mais qui répudiaient la dictature d'un parti, se voyaient offensés, brimés, jetés dehors, expulsés des Soviets et des ateliers par les convertis récents.

Les Soviets furent bientôt uniquement constitués par des bolcheviks.

De même les entreprises industrielles, financières eurent leurs organismes directeurs formés par des « purs », créatures de Lénine. Quiconque, au regard des commissaires du peuple et de leurs rabatteurs, éveillait un soupçon d'anti-bolchevisme était impitoyablement éliminé.

Les griefs du maximalisme anarchiste ne pouvaient qu'aller croissants chaque

Les bolcheviks n'osèrent pas condamner Spiridonova pour crime « d'agitation nuisible à l'autorité soviétique », ils la firent enfermer pour un an dans un sanatorium, « vu son état de grande hystérie ».

Ainsi les dictateurs moscovites rendent la justice !

Cependant, malgré l'espionnage, malgré les dénonciations, malgré les répressions, l'idée libertaire ne cesse d'être en progrès et passe en pratique.

C'est elle qui, dans les centres ouvriers, anime les unions professionnelles et les coopératives. C'est elle qui, dans les campagnes, vivifie le mouvement communaliste.

Les bolcheviks s'inquiètent. Ils tâ-



thodoxe Lénine tabla sur la socialisation et sur le fédéralisme qui sont le contre-pied du marxisme.

Mais parvenus au pouvoir parce que mieux organisés et surtout plus dépourvus de scrupules que leurs alliés, les bolcheviks n'hésitèrent pas un instant à se décharger du programme maximaliste-anarchisant et à se défaire de ceux qu'ils considéraient comme gênants.

Ce fut l'amotage autoritaire de la Révolution libertaire.

Les masses ouvrières s'étaient ébranlées au cri de : Socialisation ! Les bolcheviks appliquèrent la Nationalisation.

Les masses ouvrières et paysannes se montraient favorables aux idées fédéralistes, à l'organisation par en bas, les bolcheviks instituèrent immédiatement une lourde bureaucratie centralisatrice à outrance.

Le Soviétisme original n'était pas autre chose que l'application de l'idée fédéraliste. Les bolcheviks en pervertirent le sens et l'esprit.

Les « Commissaires du Peuple », véritables émissaires de Lénine, n'eurent qu'un but : faire passer tout le pouvoir aux mains du prolétariat, de LEUR prolétariat, du prolétariat communiste.

Il arriva des lors que d'anciens fonctionnaires du tsar, que des bourgeois notoires se proclamèrent communistes et, comme tels, se virent dotés d'avantages hiérarchiques et impartis d'autorité, tandis que des militants qui avaient combattu et souffert pour la Révolution, qui avaient été enfermés dans les geôles, qui

jour. N'oublions pas que les idées communistes libertaires étaient beaucoup plus favorablement accueillies par les masses que l'idée de dictature. Mais celle-ci avait pour elle la Force, la Violence organisée.

Toute liberté de discussion et de réunion, toute liberté de presse fut supprimée ; les moyens les plus abjects furent employés contre les opposants révolutionnaires. Un état de guerre ouverte s'établit. Lénine eut les plus grandes peines à réprimer les attentats et les émeutes.

Un des épisodes les plus significatifs de cette lutte fut celui qui eut pour héros la célèbre maximaliste Spiridonova.

Condamnée une première fois à trois mois de prison pour les événements de juillet 1918, elle reprit sa lutte contre les bolcheviks dès sa sortie de prison. En avril 1919, elle fut traduite devant un tribunal pour avoir traité publiquement Trotsky de lâche et avoir dit que la réponse de Tchitcherine à l'Entente au sujet de l'invitation à Prinkipo était une trahison contre la Russie. Au cours du procès Spiridonova fut d'une violence inouïe contre le régime de la dictature. Aux applaudissements frénétiques de l'auditoire qui couvrait la voie du président de la commission extraordinaire, elle dit que la politique agraire des bolcheviks était une politique de bourgeois et de violence sanglante : « Il y a du sang sur le pain que les colonnes de ravitaillement ont rap-

porté de l'intérieur ! »

chent d'étouffer dans l'œuf ces organisations qui échappent à leur autorité et dont le sens libertaire n'est que trop évident.

Lénine promet aux paysans des adoucissements (décrets du mois d'août). Aux unions professionnelles il fait des avances. Mais les unions sont jalouses de leur autonomie et de leur indépendance. L'étatisme ne leur dit rien qui vaille.

« L'Etat actuel, écrit un des membres de ces unions, Koréiev, dirigé par le parti marxiste dominant, s'efforce de s'emparer de la grosse industrie capitaliste, de mettre dans sa dépendance toutes les affaires économiques de la nation, de centraliser de la façon la plus stricte la vie économique. Ceci mène au krach économique. La nationalisation de la production mène à la catastrophe. La socialisation de la production qui doit créer et que créeront les unions professionnelles en tant qu'organisations de classe ne peut être faite par la communisation complète. Il faut détruire la citadelle de l'appareil étatiste. »

Voilà, semble-t-il, dans quel sens logique s'oriente la Révolution russe, arrêtée présentement au stade autoritaire

Une évolution très nette vers le Fédéralisme économique se manifeste. Le bolchevisme, lui-même, évolue par la force des choses. En évoluant il disparaît ; il cède la place à une organisation plus souple, plus féconde.

Ces derniers temps, les bolcheviks qui avaient tout d'abord espéré pouvoir traiter avec les Etats capitalistes en leur garantissant le paiement des dettes du

POURQUOI LA C. G. T. ?

Sous ce titre, dans le *Libertaire* du 6 juillet dernier, on lisait en matière de conclusion d'un article dénonçant l'irresponsabilité de la C. G. T., ce qui suit : « Aussi, camarades syndiqués, qu'attendez-vous pour former des comités inter-syndicaux composés par les délégués syndicaux des ateliers, des magasins, des administrations, des bureaux, des usines, des champs, appartenant à toutes les catégories de travailleurs d'un arrondissement, d'une ville, envoyant deux délégués par comité au sein d'un comité d'action régional travaillant à l'organisation de la vie : production et consommation devant l'éventualité d'une révolution ? »

« Les organismes d'action communiste composant les cadres révolutionnaires de ces comités inter-syndicaux d'ouvriers organisant la révolution au point de vue technique, pour eux, s'occuper de propagande communiste et de tout ce qui est propre à leur action, parallèlement à ces conseils d'ouvriers qui adhèrent à ces organismes afin de se tenir en contact étroit, permanent avec tout ce qui constitue le mouvement révolutionnaire. »

Cette définition n'a pas paru suffisante à quelques camarades qui me demandent des détails et aussi, si ces organismes fonctionnent déjà.

En effet, le 20^e arrondissement étant déjà organisé en conseil d'ouvriers, je vais donner connaissance de l'esprit et des directives qui impulsent ce comité.

Toutes les professions concourant à la vie de l'arrondissement : production et consommation, depuis l'épicier, le boucher, en passant par la couturière, la blanchisseuse, l'employé, jusqu'au métallurgiste et aux ouvriers du bâtiment, doivent être représentés par deux délégués par maison, atelier, magasin.

Ces délégués sont admis au Conseil d'ouvriers sur la présentation d'un mandat délivré par le personnel dénombré qu'ils représentent.

Les délégués comptent un nombre de voix correspondant au nombre d'ouvriers qu'ils représentent. Les délégués devront être syndiqués afin que l'on ne taxe pas ces véritables soviets d'ouvriers, de faire œuvre de jaurisse ; ils seront syndiqués jusqu'au jour où le syndicat aura compris qu'il est... à réformer. Ces Comités de délégués d'ateliers ont un rôle d'éducation technique révolutionnaire.

Ils s'organisent pour assurer la vie, production et consommation au lendemain d'une transformation sociale opérée par le peuple et ayant le communisme comme but.

Ces Comités de délégués d'ateliers demanderont à leurs adhérents de s'imprégner du rôle qu'ils auraient à jouer en cas de transformation sociale, afin d'être prêts à assumer, dans l'ordre, toutes les responsabilités leur incombant. De s'attacher par tous les moyens possibles à connaître : plans, procédés de travail, principes d'organisation, système d'administration, méthode de production, jeux de statistiques, en un mot tout ce qui peut concourir à organiser le travail courant d'une usine, d'un atelier, d'un magasin ; d'une administration ou d'une exploitation quelconque, sans autre secours que ceux des ingénieurs, chimistes, architectes et tous spécialistes adhérents aux syndicats affiliés à la C. G. T. Des conseils techniques seront créés à cet effet, ainsi que des cours professionnels. Chaque Conseil d'ouvriers nomme deux délégués au sein d'un Comité d'action régional, qui s'occupe de par les mêmes principes, de l'organisation régionale de production et consommation et envoie des propagandistes, spécialistes autorisés, au sein des Conseils d'ouvriers ; chaque délégué au Comité d'action représente le nombre de voix de sa section.

Quoique ces Conseils n'aient raison d'être qu'au point de vue révolutionnaire, ils peuvent, sur un mot d'ordre, suspendre complètement la vie d'un arrondissement, d'une ville, d'une région, pour obtenir, à l'occasion, une satisfaction matérielle... en attendant mieux. Ils peuvent envisager des moyens d'action propres à de certaines situations, à de certains événements sans avoir besoin d'actionner des rouages immenses lourds de syndicats corporatistes, de fédération d'industrie, d'union de syndicats, de Congrès, etc., et d'attendre qu'une foule de fonctionnaires plus ou moins émoussés, allant de la section syndicale à la C. G. T., se prononcent toujours trop tard sur la nécessité d'une action énergique et immédiate.

Le fonctionnarisme du Comité d'action régional comprendra deux compléments : des secrétaires salariés et n'ayant que voix consultative.

Les Conseils d'ouvriers n'auront un fonctionnaire appointé que si les concours dévoués tout défaut et si leurs moyens leur permettent de salarier un comptable.

Donc pas de fonctionnarisme dictatorial. Les régions ne seront reliées que par des congrès. L'autonomie la plus complète étant laissée à chaque région pour le principe de plus grande liberté ; chaque région agissant, du reste, sur une même principe et vers un même but, n'ayant donc besoin pour cela d'aucun comité directeur. Les congrès prendront date de leur fonction aux premiers jours d'une transformation sociale, afin d'établir les statistiques générales de production et de consommation et de coordonner leurs moyens.

La collation des ouvriers — attachés à leurs délégués d'ateliers — plus qu'à des fonctionnaires syndicaux — est libre, pas de paperasserie ; les ouvriers de certains ateliers versant volontairement sur des listes de souscription, jusqu'à un franc par jour et les ouvriers 0 fr. 50 : ces fonds, pour l'instant, sont confiés à ces Conseils d'ouvriers pour être destinés aux victimes des grèves, mais dans l'avenir et au plus tôt ils constitueront un appoint formidable — non pour des fonctionnaires —

pour l'édification de salles de réunions, d'ateliers, de cours professionnels, pour le tirage de journaux, affiches, brochures, tracts de propagande, solidarité, et de tout usage utile qu'il plaira suivant les événements de l'heure.

Les Comités de délégués d'ateliers laissent aux organes d'action communiste : Parti communiste, Fédération anarchiste communiste, Comité de transformation sociale, etc., le soin d'organiser la propagande communiste, et reçoivent de ces Comités les propagandistes qui leur exposeront leur système, se réservant d'adhérer à ces groupements, visant un même but, selon la valeur et la sincérité de leur action.

Ces organes d'action communiste composeront donc les cadres révolutionnaires de ces Conseils d'ouvriers s'occupant exclusivement d'organiser la révolution au point de vue technique et n'intervenant dans l'action qu'au cas de force majeure. Que fais-tu du Parti socialiste et de la C. G. T., me dit-on aussi ?

Après l'exposé ci-dessus la réponse est facile. A mon avis ce sont deux cadavres, le fonctionnement des Soviets la surabondamment prouve.

La dictature du prolétariat, ainsi comprise ne sera plus un épouvantail pour les plus libertaires d'entre nous, ce sera, au contraire, une cime du haut de laquelle ils pourront découvrir et contempler de nouveaux horizons.

Louis RIMBAULT.

LE MINEUR

Par David EDELSTADT

(Traduit du Yiddish)

Frères, en vous chauffant auprès d'un gai foyer,

A l'abri de la pluie et du vent,

Songez-vous parfois au prix effroyable

Que nous coûte, à présent, chaque morceau

De charbon ?

Songez-vous que nous le payons trop cher ?

Voyez-vous ces cendres rouges ?

Elles sont teintes de sang humain

De milliers d'êtres jeunes.

Le feu flamboie joyeux et beau,

Mais chacun de nos membres tremble.

Je le sais, chaque morceau de charbon

Est la pierre du tonneau d'un mineur tué.

Oh ! non, ce ne sont pas d'inertes pierres ;

Là, brûle un tas saignant

D'os d'ouvriers, misérables hommes,

La mine fut leur souci.

Frères ! savez-vous l'horrible vie

Du mineur asservi ?

Dites, peut-il exister au monde

Un sort plus affreux ?

Il peine dès sa jeunesse, enfoui dans la

terre,

Pour un parcimonieux morceau de pain.

Et encore ne l'a-t-il pas toujours...

Il souffre aussi la faim et la misère !

A peine s'il connaît son propre enfant !

Il quitte son logis avant l'aube

Et se hâte vers le labeur, vers l'esclavage

infamant.

Dans la fosse obscure et froide.

Il travaille, travaille dans la sombre gal-

lerie

Pour les riches compagnies de chemins

de fer,

Pour tous les penseurs, tous les artistes du

monde,

Pour les tyrans satisfaits.

Il travaille toute sa vie, dans l'effroi et

le danger

Entré tout vivant...

Et quel est son salaire ? Il est pour cela

Volé, dépouillé, piétiné !

Barons de la mine ! bande de voleurs !

Vous êtes les égorgés, mais vous restez

les justes !...

Si vous êtes des hommes, c'est une honte

D'appartenir au genre humain !

Les bêtes féroces sont alors

Plus humaines que vous ;

Une bête ne commet jamais de crime

Contre les bêtes, ses semblables !

Les lions ne se tuent pas entre eux,

Et l'homme couronné de la Nature

Dévore l'homme,

Jusqu'au dernier vestige.

Frères, en vous chauffant auprès d'un gai

foyer,

A l'abri de la pluie et du vent,

Pensez au mineur, pensez au prix

Que nous coûte, à présent, chaque morceau

De charbon.

Songez au mineur, à sa femme, à ses

enfants,

Asservis aux dieux de l'or.

Voyez : ils sont massacrés comme des

LA REVOLUTION ET LES MEUBLES

IV. — Nous et les Meubles

Voici une histoire vraie : une jeune ouvrière, délaissée par son mari, veut consulter le député — maître de sa commune : — « Ce qui me fait le plus de peine, lui dit-elle, c'est mon mobilier ; il est neuf, il est beau, j'en ai gagné avec mes mains ; ça me ferait trop deuil de le perdre. Que dois-je faire ? »

Le législateur était, par hasard, un légiste. Il conseilla si bien la pauvre petite, que son infidèle, las de la querelle, prit le parti de s'enfuir avec le nouvel objet de ses vœux. L'abandonnée se consola en gardant le mobilier qui faisait la joie de son cœur.

Pauvre femme ! en écoutant son histoire je fus prise de fou rire. C'était me semblait si drôle, à vingt ans, de préférer son armoire à son homme ! J'avais tort ; la réflexion venue, je songai qu'après tout l'armoire ne gronde ni ne bat la femme, et, avec peu de soins, lui sourit toujours... Au lieu que le mari !...

Plusieurs femmes, à qui j'ai conté l'affaire, m'ont avoué qu'elles tenaient beaucoup à leur mobilier ; non seulement à cause du travail qu'il représente, mais parce qu'il leur tient compagnie quand elles sont seules au logis. J'en sais plus d'une qui s'est privée pour s'acheter un buffet « Henri II » ou la table à rallonges « assortie ».

Je les plains sincèrement, les pauvres femmes dont le « beau » mobilier constitue l'ambition. Heureusement je me console en pensant que la Révolution élargira leur horizon.

Au lieu de rire de leur marotte, je l'ex-

écuse. Pourquoi ?

Eh bien ! que peut « se payer » l'ouvrière ?

Un beau voyage ? c'est trop cher pour sa

bourse ; puis, on n'a pas — ou pas voulu

— lui en donner le goût. Une bibliothèque

bien choisie. Il faudrait, pour l'acquiescer,

une certaine culture. Non ; tout ce qui peut

la faire jouir, hors la partie de campagne et

la robe neuve, c'est l'armoire à linge ou le

mobilier bourgeois.

Elle trime, elle trime, et va chez Dufray

porter son pauvre argent. Elle rougit. Me

fieri lorsque, pour prix de ses veilles et de

ses privations elle se voit encadrée de faux

chêne à moulures, galeries et sujets.

Vertu, voilà ta récompense.

Mais qu'un vent révolutionnaire vienne à

souffler sur les recoins de ces « sculptures »

qu'il fasse envoler aussi la poussière des re-

coins d'âmes !

La Révolution ouvrira la porte du logis

ouvrier, et la femme acquerra d'autres hori-

zons.

Par les transports gratuits, elle connaîtra

les voyages. Et quand elle en aura fait elle

rira de son enfance évanouie. Comme la

chèvre de M. Seguin, une fois sur la mon-

tagne, regardant en arrière elle s'écria : —

« Ça c'était petit ! Comment ai-je pu tenir

là-dedans ! »

O villes au nom prestigieux : Rome, Ve-

nise, Naples, Constantinople, Moscou ! Et

toi, Bagdad, ville des Mille et Une Nuits !

Et toi, ville-sépulchre, Thèbes aux cent

portes, Egypte gardienne de la mort ! Et toi,

son fleuve, Nil plus mystérieux encore, in-

connu en ta source... O merveilles de la

planète, nous tirons donc vous voir un jour !

Rien que d'y penser, je m'étonne que Du-

fray puisse vendre ses horreurs — lui et

ses pareils.

Est-ce à dire que la Révolution supprimera

le mobilier ?

Non, car on ne peut toujours voyager et le

travail, qui sera à la base de toutes les vies,

veut des habitudes.

Mais, comme Robinson, nous aurons des

meubles pour nous servir, non pour le ser-

vir comme s'ils étaient nos maîtres ; nous

aurons des meubles pour notre commodité.

Nous ne voudrions plus passer des heures à

épousseter ; partant, nous exigerons des me-

ubles simples de lignes et faciles à entretenir,

point lourds, portatifs, aisés à démenager.

Nous nous entendrions directement avec

l'ébéniste ; et cet artisan, au lieu de copier

servilement pour la « nécessité de la ven-

te », nous fera part de ses inspirations tou-

jours pratiques et souvent charmantes, en

homme qui connaît son métier — et n'est

pas fâché de vous le prouver. Ils les con-

ciliera, avec nos goûts personnels ; ainsi dis-

paraîtra la désolante uniformité qui caracté-

risait notre époque mercantile.

Aujourd'hui, chez les riches on trouve de

tout : salons, salle à manger, salle de jeu,

bibliothèque, etc. Chacun d'eux se croirait

déshonoré si un seul article lui manquait ;

il ne lit jamais, et il lui faut une riche bi-

bliothèque ; il est impotent, et il entretient une écurie ; il n'aime que la ville et il a des châteaux à la campagne où il ne va jamais ; il ne chasse pas, et il a une meute... Triste vanité !

A quoi bon rechercher ce qui ne nous

plait pas ? Pour « faire comme les autres »

ou pour les dépasser ? Pitoyable effet de la

mode.

Le malheur public qu'est la guerre nous a

déjà rendus philosophes sur un point ; ce

lui de nous faire apprécier la court cour-

te vie. La Révolution, autre cataclysme mon-

dial, continuera de nous dessiller les yeux ;

nous apprendrons à la désencombrer, la vie,

des banalités, à épanouir au contraire nos

personnalités. Falote elle apparaît sou-

vent aujourd'hui, parce que réfrénée de l'en-

fance. Nous apprendrons à devenir nous-mêmes,

et dans toutes les manifestations de

notre existence, et dans tout ce qui nous

touche.

Ainsi, nous voudrions un mobilier person-

nel : à nous, à nous, à nous, à nous, à nous,

à la bavarde le salon ; et l'ignorant le mo-

nopolisier plus les livres. On ne verra plus

d'anciens trésoriers pour faire engerger de

moins bien pourvus. Chacun se meublera à

son image et pour son usage !

Et le superflu ? Et les bibelots ?

Beaucoup de femmes, à l'heure actuelle,

raffolent des bibelots. Elles en ont de tous

genres : vases, statuettes, magots, choses

pailletées, brodées, de porcelaine, de métal,

de bois, etc.

Blaise. — Avons bien reçu votis chansons et

« verveuses sociales ».

Morot Villard. — Le camarade ingénieur est

momentanément absent.

Weimer. — Pour devenir « ingénieur », de-

mander catalogue : Ecole des Travaux publics,

Paris, 10 rue de Valenciennes.

Morot Villard. — Les Angeles, California. — La

publication dont vous nous parlez n'est pas

encore revenue.

de cristal... elles en encombrant meubles,

étagères, vitrines, petites tables ; il y en a

dans tous les coins. C'est un bric-à-brac, un

musée héféroclite.

Et quand vos fétiches seraient tous jolis,

et même beaux, madame, à quel bon les ac-

cumuler ? Voulez-vous imiter la pie, qui col-

lectionne tout ce qui brille ? Ou les conser-

vateurs de musées, qui rendent ennuyeux

chefs-d'œuvre nous les rendent ennuyeux ?

Voire statuettes chéries, tout comme un beau

tableau, perd de sa valeur dans une cohue.

Pour pouvoir l'admirer, il faudrait la mettre

en relief sur un fond uni...

La Révolution, à moi comme à vous, com-

me à tous, enseignera ce grand art, art su-

prême, élément du bonheur : simplifier.

Eugénie CASTEAU.

de cristal... elles en encombrant meubles,

étagères, vitrines, petites tables ; il y en a

dans tous les coins. C'est un bric-à-brac, un

musée héféroclite.

Et quand vos fétiches seraient tous jolis,

et même beaux, madame, à quel bon les ac-

cumuler ? Voulez-vous imiter la pie, qui col-

lectionne tout ce qui brille ? Ou les conser-

vateurs de musées, qui rendent ennuyeux

chefs-d'œuvre nous les rendent ennuyeux ?

Voire statuettes chéries, tout comme un beau

tableau, perd de sa valeur dans une cohue.

Pour pouvoir l'admirer, il faudrait la mettre

en relief sur un fond uni...

La Révolution, à moi comme à vous, com-

me à tous, enseignera ce grand art, art su-

prême, élément du bonheur : simplifier.

Eugénie CASTEAU.

de cristal... elles en encombrant meubles,

étagères, vitrines, petites tables ; il y en a

dans tous les coins. C'est un bric-à-brac, un

musée héféroclite.

